

L'activité des banques se redresse progressivement

L'amélioration progressive du climat des affaires à partir de mi-2013 ne se traduit pas encore par une reprise franche de l'activité du système bancaire, même si elle s'améliore en fin d'année. Les actifs financiers progressent plus rapidement que les années précédentes (+ 4,7 %), mais l'augmentation des crédits consentis à l'économie reste mesurée (+ 1,5 %). Le risque de crédit porté par le système bancaire local continue de diminuer, et son coût désormais très faible ne grève plus le résultat net. Dans ce contexte, les établissements de crédit retrouvent un niveau de rentabilité proche de celui qu'ils présentaient avant la crise, malgré la baisse de leur produit net bancaire.

L'épargne poursuit sa progression

Les actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais progressent de 4,7 % en 2013 et dépassent en fin d'année le seuil de 12 milliards d'euros. La collecte nette d'épargne (différentiel d'encours) s'établit à 540 millions d'euros, soit 27,0 % de plus qu'en 2012. Bien qu'elle se renforce progressivement, la collecte nette reste très limitée comparativement aux niveaux observés avant la crise des années 2008-2009, où elle pouvait dépasser le milliard d'euros.

La préférence pour les actifs les plus liquides reste marquée, et se traduit par la bonne tenue des dépôts à vue qui, toutes clientèles confondues, progressent de 7,5 % sur l'année.

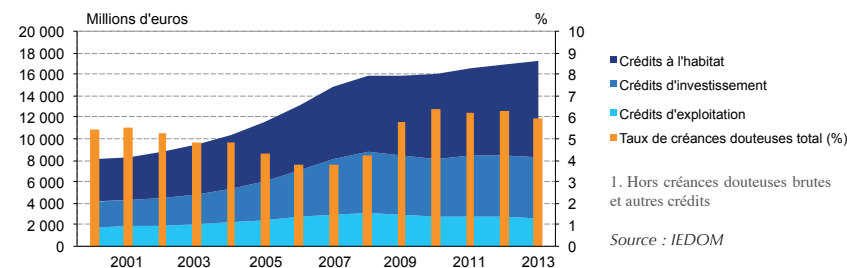
Les placements sur des comptes d'épargne à régime spécial continuent eux aussi de progresser rapidement, toujours soutenus par l'épargne sur livrets A (+ 12,7 % sur un an) et sur livrets de développement durable (+ 15,7 %). Les relèvements successifs des plafonds de ces livrets ont permis d'accentuer leur rythme de collecte, en dépit de la relative faiblesse des taux de rémunération associés.

L'épargne à long terme augmente pour sa part modérément (+ 2,1 % en glissement annuel), grâce notamment à la revalorisation en fin d'année de l'épargne en action. Les épargnants, dans un contexte économique toujours incertain, continuent donc à privilégier la sécurité offerte par les produits d'épargne ou les placements à terme, plutôt que les placements boursiers ou sous forme d'OPCVM.

Le financement des ménages s'essouffle

Les crédits consentis à l'économie progressent de 1,5 % sur un an, soit un rythme inférieur à celui de 2012 (+ 2,2 %). Le ralentissement constaté depuis 2009 résulte d'une moindre demande de crédit dans un environnement économique dégradé, conjuguée à une plus grande aversion au risque de la part des établissements de crédit. Tous les types de crédits et toutes les clientèles sont concernés, à des degrés divers. Les entreprises en premier lieu restent peu enclines

❖ Graphique 2- Évolution des principaux concours financiers¹ à La Réunion



à investir, et sont fragilisées financièrement pour nombre d'entre elles. La solvabilité des ménages se dégrade également. Enfin, la demande de financement des collectivités ralentit elle aussi, essentiellement en raison de la diminution de leurs marges de manœuvre financière.

L'encours brut total des crédits à l'économie dépasse désormais le seuil de 18 milliards d'euros. Contrairement aux années précédentes, les financements consentis aux entreprises augmentent plus rapidement que ceux consentis aux ménages. Ces derniers pâtissent toujours de la baisse des crédits à la consommation, qui s'intensifie en 2013 (- 2,8 %) et n'est que partiellement compensée par la progression des crédits à l'habitat (+ 2,4 %). Les financements aux entreprises bénéficient de la forte hausse des crédits immobiliers (+ 12,4 %). Leurs crédits d'exploitation et d'investissement sont en retrait, respectivement de - 4,8 % et - 3,5 %, mais se redressent en fin d'année.

Le produit net bancaire est en repli

Le produit net bancaire (PNB) des quatre principales banques implantées à La Réunion (BNPPR, BR, CRCAMR et BFCOI) diminue de 3,1 %, en raison de la baisse conjuguée de la marge nette sur intérêts et des services financiers facturés. Suite à l'augmentation des volumes et à la diversification de l'offre (services d'assurance, de téléphonie, etc.), les commissions progressent légèrement malgré la baisse volontaire ou réglementaire de nombreux tarifs bancaires. À l'inverse, le PNB des sociétés financières (sociétés

de crédit et de crédit-bail, sociétés d'affacturage, etc.) progresse, leurs charges d'exploitation diminuant plus fortement que leurs produits.

Les créances douteuses sont en baisse sensible

Le risque de crédit porté par le système bancaire local, qui s'était fortement aggravé au plus fort de la crise financière, diminue depuis mi-2012. Sur l'année 2013, les encours douteux bruts reculent ainsi de 3,9 %, à 1,1 milliard d'euros. Ceux portés par les établissements de crédit locaux représentent 5,7 % de leur encours total, soit 0,3 point de moins qu'en 2012. Si le niveau de risque reste élevé (il s'élevait à moins de 4 % fin 2007), son coût est désormais résorbé. Le coût net du risque (différence entre les nouvelles dotations et les reprises sur provisions) baisse ainsi fortement, et devient même négatif pour certains établissements de crédit. Cette baisse du coût du risque permet au résultat net des principales banques de retrouver son niveau d'avant la crise (81 millions d'euros de résultat net cumulé en 2013). Le coût du risque des sociétés financières est en revanche à nouveau positif, leurs pertes nettes sur créances irrécouvrables étant plus importantes que leurs reprises sur provisions. De ce fait, et malgré la hausse de leur PNB et de leur résultat d'exploitation, la rentabilité des sociétés financières faiblit. Leur résultat net s'établit à 49,7 millions d'euros, en baisse de 6,8 %.

Service « Études et suivi des établissements de crédit »,
Agence IEDOM de La Réunion

❖ Graphique 1- Évolution des placements totaux à La Réunion

